**TRIBUNE**

**Par Grégoire LECLERCQ**

**Directeur général délégué du Groupe EBP**

**Rentrée : la porte étroite du Gouvernement pour sauver l’emploi**

**A quelques jours de l’annonce du plan de relance par le Gouvernement, la question de l’emploi inquiète aussi bien les Français que les chefs d’entreprises. L’attachement fort au modèle social français et la dette publique importante suite à l’épidémie, imposent une seule méthode pour renouer avec la confiance et relancer l’économie : le dialogue social. Explications.**

La rentrée s’annonce inédite. Elle cristallise déjà les inquiétudes sur un sujet sensible : l’emploi. Les Français comme les chefs d’entreprises ont le regard tourné vers une conjoncture économique à venir particulièrement rude. Si cette bataille fait bien sûr consensus dans notre pays, les outils proposés pour répondre à ce défi soulèvent une grande division. Difficile en effet de faire des projections sur le long terme pour les salariés comme pour les entreprises, tant que l’évolution potentielle de la COVID-19 reste floue. Une seconde vague est-elle possible ? Sera t-elle aussi violente que la première au point de ralentir voire paralyser à nouveau l’écosystème ? Voilà beaucoup d’équations à résoudre, sans maîtriser les inconnues.

Dès lors, comment avancer collectivement sur le chemin de la croissance et de l’emploi ? Avec réalisme et pragmatisme et en anticipant les effets possibles d’une nouvelle vague épidémique. A ce stade, le tableau de bord de la conjoncture de la France est implacable. Les possibilités de l’Etat sont désormais limitées, au regard de l’endettement généré par la relance post-confinement. La dette publique pourrait d’ailleurs atteindre les 120% du PIB d’ici la fin 2020. La croissance est pour le moment négative, avec un solde de -13,8% fin juillet[[1]](#footnote-0). Si la consommation est repartie à la hausse, à hauteur de 48,1 milliards d’euros, la confiance des ménage est en berne, avec une hausse des prix à la consommation avoisinant les 1%.

Le climat des affaires laisse apparaître une reprise fragile. Selon une enquête de l’INSEE (août 2020), les différents secteurs économiques ont repris de la vigueur. Industrie, services, commerces ont vu leur activité s’embellir provisoirement, sauf celui du bâtiment qui stagne, attendant les effets de son propre plan de relance, affaibli par les coûts des mesures sanitaires et les retards d’exécution. Mais ces indicateurs sont en trompe-l’oeil car ils suivent le déconfinement et les mesures de soutien à la trésorerie des entreprises. Il faudra rembourser à un moment, les prêts BPI et les dettes fiscales reportées. Enfin, le coût du travail a augmenté de 1,2%.

Quelles sont les solutions ? Pour renouer avec la compétitivité, les accords permettant aux entreprises de moduler les conditions de travail[[2]](#footnote-1) permettraient de sauvegarder les emplois. C’est d’ailleurs le sentiment de la moitié des dirigeants en France, mais les salariés se montrent hostiles dans une même proportion[[3]](#footnote-2), estimant que ces premiers ne joueraient pas le jeu, signe d’une confiance fragile…

Les Français préfèrent donc décider eux-mêmes de la manière d’accompagner la reprise économique. Ainsi, pour sauver l’emploi ils sont plus enclins à agir sur leur temps de travail que sur l’abandon des acquis sociaux. En résumé, ils peuvent consentir un effort mais ne veulent pas renoncer à leurs jours de RTT, ni même voir stagner leurs salaires. Cependant, ⅓ d’entre eux se prononcent pour une augmentation des impôts et une contribution plus importante des plus aisés. Sur ce dernier point, le Gouvernement s’est déjà prononcé défavorablement[[4]](#footnote-3).

Pour préserver le modèle social français, il aurait été évident qu’une confiance en la valeur travail croisse. Or, elle régresse, jugée seulement essentielle par moins d’un Français sur deux. Si le travail continue à avoir du sens pour 85% d’actifs, il est jugé épanouissant pour 66% d’entre eux. Une opinion qui s’appuie sur le sentiment que le travail actuel n’est pas suffisamment considéré[[5]](#footnote-4). Cependant, tout n’est pas négatif, car la confiance envers les TPE/PME a progressé (89%) auprès des Français, se déclarant prêt à “faire bloc derrière leurs entreprises », si une crise économique majeure se dessinait.

Le Gouvernement va avoir fort à faire pour imaginer une synthèse acceptable pour la plus grande majorité. D’un côté, satisfaire les Français qui montrent un fort attachement à notre modèle social, conscient de l’importance des entreprises dans le tissu économique du pays. De l’autre, des TPE/PME qui recherchent plus d’agilité et de souplesse pour renouer avec la compétitivité. L’ensemble sur fond d’un endettement public qui ne peut être aggravé en cas de nouveau pic épidémique. Les pouvoirs publics sont face à un paradigme où le dialogue social est inévitable. Sera-ce le temps retrouvé des négociations équitables et raisonnables pour tous, y compris pour les générations futures sur qui pèseront les décisions présentes ? Ou bien notre pays renouera t-il avec des révoltes qui elles aussi, pourraient se réinventer, faisant converger une grand partie de la population frappée de plein fouet par la crise ? Dans ce rapport de force qui semble se dessiner, espérons que les Français ne pêcheront pas par excès de pessimisme et de colère...La chute n’en serait que plus brutale !

**A propos de l’auteur** : *Grégoire LECLERCQ, 37 ans, directeur général délégué du Groupe EBP, société spécialisée dans les solutions de gestion en ligne. Diplômé de l’Ecole Spéciale Militaire de Saint Cyr, Ingénieur en Informatique, titulaire d’un master en Droit Pénal, et du MBA d’HEC Paris. Président-fondateur de la FNAE depuis 2009.*

1. Insee - données du 14 août 2020 [↑](#footnote-ref-0)
2. Ordonnances Pénicaud. [↑](#footnote-ref-1)
3. Baromètre des Décideurs - Juillet 2020 - Viavoice [↑](#footnote-ref-2)
4. Baromètre des Décideurs - Juillet 2020 - Viavoice [↑](#footnote-ref-3)
5. BVA - Juillet 2017 - Mesurer l’impact réel de la crise : quel portrait de la société française post-Covid ? [↑](#footnote-ref-4)